

## ANNEXE

[Nom de l'entreprise]  
[Coordonnées postales,  
Electroniques et téléphoniques]

Madame / Monsieur [NOM PRENOM]  
Maire de [nom de la commune]  
[Adresse de la commune]

Le JJMMAAA,

**Objet :** Demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public du [date d'arrivée] au [date de départ] sur le territoire de [nom de la commune]

**Pièces jointes :**

- Composition détaillée du cirque (matériel roulant, ménagerie, dimensions exactes et plan du chapiteau),
- Extrait K bis d'immatriculation au registre du commerce datant de moins de 3 mois,
- Pièce d'identité du responsable,
- Certificat de conformité du chapiteau au niveau sécurité, en cours de validité,
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité,
- Le cas échéant, autorisations sanitaires requises pour les animaux.

En ma qualité de [XXX], je sollicite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public par l'entreprise [X] proposant des spectacles de [XXX].

- **Description de l'activité envisagée :**
  - o Nature des spectacles (nombres de tours, durée) et programmation (dates) : [XXX]
  - o Nombre de spectateurs attendus par spectacle : [XXX]
  - o Prix d'entrée : [XXX]
  - o Inclusivité du projet (accessibilité aux personnes en situation de handicap, interaction avec le tissu économique local, places à tarif préférentiel pour les écoles maternelles et primaires) : [XXX]
- **L'entreprise demande :**
  - o L'occupation du terrain situé : [adresse + éventuellement carte précisant les zones de stationnement].
  - o Du [date d'arrivée] au [date de départ], la demande étant formulée [X] semaines avant la date d'installation.
  - o A connaître le montant du droit de place.
- **L'entreprise s'engage :**
  - o A verser le droit de place à la date du [XXX],

- A restituer le site à l'identique dans l'état de propreté, de fonctionnement des équipements (sanitaires, réseaux des fluides...) et à effectuer un état des lieux avec votre représentant et selon les modalités qui vous conviendront:
  - à l'arrivée le [XXX]
  - et au départ le [XXX],
  - à verser une caution de [XXX] sous forme de [chèque, virement].
- A accueillir, le cas échéant à la date qui vous conviendra, une commission de sécurité,
- A ne pas pratiquer d'affichage sauvage et enlever après la dernière représentation la totalité des panneaux publicitaires qu'elle aurait installés.

**Si l'installation sur le site demandé s'avérait inopportun ou impossible aux dates prévues, je vous prie de bien vouloir :**

- M'en indiquer la raison et m'indiquer à partir de quelle date cette installation pourrait être possible,
- Le cas échéant, de m'indiquer les critères d'attribution pondérée,
- Me proposer un autre site sur le territoire de la commune ou de l'intercommunalité répondant aux critères suivants : [accessibilité, taille, équipements nécessaires...].

Sans réponse de votre part à l'expiration d'un délai de deux mois, je solliciterais une médiation par le représentant de la commission départementale des professions foraines et circassiennes.

Je vous prie d'agréer, Madame/Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations respectueuses.

Le responsable

**Copie à Madame la préfète/Monsieur le préfet,  
en tant que président commission départementale des professions foraines et circassiennes**